

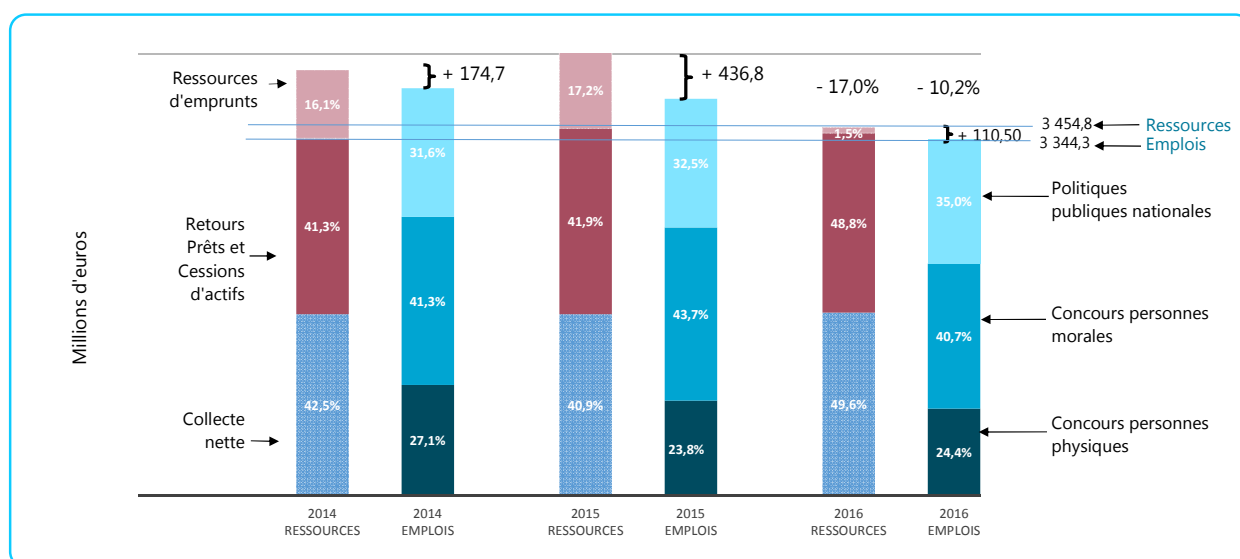
## Ressources et emplois de la PEC Données provisoires 2016

### TENDANCE BAISSIERE DES AIDES AUX PERSONNES PHYSIQUES ET DIMINUTION DU SOUTIEN AUX PERSONNES MORALES

### LEGERE INFLEXION DES FINANCEMENTS AU BENEFICE DES ENTITES HORS GROUPE

L'analyse des données provisoires 2016 des CIL met en évidence un maintien de l'excédent des ressources sur les emplois : le solde atteint en effet 110,5 millions d'euros en 2016, contre 436,8 millions d'euros en 2015 et 174,7 millions d'euros en 2014.

Graphique 1 : Évolution comparée des principaux flux de ressources et d'emplois au titre de la PEC (hors gestion courante)



Source : ANCOLS (recueil provisoire exercice 2016, recueils définitifs exercices 2015 et 2014), UESL (comptes annuels 2016).

En 2016, les ressources de la PEC (Participation à l'Effort de Construction) diminuent de 17,0% alors que les emplois diminuent de 10,2%, mettant fin au mouvement haussier des emplois observé sur les deux exercices précédents. Sur les exercices 2014 et 2015, l'augmentation des ressources était essentiellement liée à la mobilisation de l'emprunt CDC, soit 645,5 millions d'euros au titre de 2014 et 714,5 millions d'euros en 2015.

Marcelline MONTRÉSOR-TIMPESTA  
marcelline.montresor-timpesta@ancols.fr  
Cheffe du département des statistiques et études financières individuelles

Sous la direction de : Akim TAÏROU  
Supervision : Arnaud GÉRARDIN  
Directeur de la publication  
Pascal MARTIN-GOUSSET



# 1 VUE D'ENSEMBLE TOUS FONDS CONFONDUS

La vision synoptique des flux financiers nets observés pour les fonds PEEC (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction), PSEEC (Participation Supplémentaire des Employeurs à l'Effort de Construction) et PEAEAC (Participation des Employeurs Agricoles à l'Effort de Construction) figurant dans le Tableau 1 ci-après met en évidence une **bonne dynamique de la collecte** contrastée par une **réduction des ressources liée à la faible mobilisation de l'emprunt CDC**. Le **montant des emplois s'élève à 3 344,3 millions d'euros** et se répartit comme suit : le financement des personnes morales pour un montant de 1 360,1 millions d'euros, le financement des personnes physiques pour un montant de 815,2 millions d'euros et le financement des politiques nationales pour un montant de 1 169,0 millions d'euros. Le **financement des personnes morales** représente **40,7% du total des interventions** de l'exercice 2016 (dont 19,9% réalisés au profit des entités du groupe Action Logement et 20,8% hors groupe<sup>1</sup> Action Logement) et **37,7% du total des flux de financements nets observés**, soit 24,6% au bénéfice du groupe Action Logement et 13,1% en direction d'entités hors groupe. Le **financement des personnes physiques**, soit **24,4% des interventions** pour l'année 2016, affiche une **dynamique contrastée** suivant la nature du financement : pour l'exercice 2016, les **prêts** pris dans leur ensemble génèrent un **flux net négatif ou à l'équilibre** tandis que les **subventions** dégagent logiquement un **flux net positif**. Le **financement des politiques publiques nationales** représente **35,0% des interventions** de l'exercice 2016 et **70,6% des emplois nets** de l'année. Ces **flux financiers sont positifs** pour l'ensemble des rubriques qui les composent.

---

<sup>1</sup>Il convient de signaler que les flux liés aux participations minoritaires ne sont pas inclus dans les flux intragroupes alors qu'une partie de ces flux correspond économiquement et juridiquement à des opérations qui peuvent être qualifiées de mouvements intragroupes. Il s'en suit que les agrégats intragroupes sont a priori minorés et que les agrégats hors groupe sont a priori majorés, mais le niveau de ces écarts ne peut être déterminé car les données provisoires ne permettent pas une décomposition fine du contenu des participations minoritaires afin d'identifier celles qui pourraient être considérées comme appartenant au groupe Action Logement.

<sup>2</sup>La collecte nette PEC (PEEC, PSEEC, PEAEAC) a vocation à être consommée au maximum pour financer les emplois. Les flux financiers expriment la différence entre les emplois (nouvelles interventions) et les ressources (retours et remboursements, la collecte nette et les cessions d'actifs). La collecte nette est égale à la collecte brute diminuée des remboursements reçus sous forme de prêts. Les ressources d'emprunt nettes désignent les ressources d'emprunt diminuées des remboursements. Les « retours et remboursements » sont constitués des retours de prêts et des cessions d'actifs. Lorsque les emplois sont supérieurs aux ressources, ces flux financiers sont positifs. Dans le cas contraire, ces flux financiers sont négatifs.

## Tableau 1 : Vision synoptique des flux financiers nets observés au titre de la PEC

Données en millions d'euros

		Exercice 2016						Cumul 2014 - 2016					
Trésorerie globale initiale	[1]	3 391,4						2 984,9					
		Nouvelles interventions		Retours et remboursements		Emplois nets		Nouvelles interventions		Retours et remboursements		Emplois nets	
Groupe Action Logement		663,9	19,9%	256,3	15,2%	407,6	24,6%	2 247,4	20,6%	649,1	12,8%	1 598,3	27,5%
Hors groupe Action Logement		696,2	20,8%	478,5	28,4%	217,7	13,1%	2 319,7	21,3%	1 413,0	27,8%	906,7	15,6%
<b>Total Personnes Morales</b>		<b>1 360,1</b>	<b>40,7%</b>	<b>734,7</b>	<b>43,5%</b>	<b>625,4</b>	<b>37,7%</b>	<b>4 567,1</b>	<b>41,9%</b>	<b>2 062,1</b>	<b>40,6%</b>	<b>2 505,0</b>	<b>43,1%</b>
Prêts		691,6	20,7%	952,6	56,5%	-261,0	-15,8%	2 289,1	21,0%	2 956,6	58,1%	-667,5	-11,5%
Subventions		123,6	3,7%			123,6	7,5%	447,5	4,1%			447,5	7,7%
<b>Total Personnes Physiques</b>		<b>815,2</b>	<b>24,4%</b>	<b>952,6</b>	<b>56,5%</b>	<b>-137,4</b>	<b>-8,3%</b>	<b>2 736,6</b>	<b>25,1%</b>	<b>2 956,6</b>	<b>58,1%</b>	<b>-220,0</b>	<b>-3,8%</b>
<b>Total Politiques Publiques Nationales</b>		<b>1 169,0</b>	<b>35,0%</b>			<b>1 169,0</b>	<b>70,6%</b>	<b>3 587,0</b>	<b>32,9%</b>			<b>3 587,0</b>	<b>61,8%</b>
<b>Total lié aux interventions</b>	[2]	<b>3 344,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 687,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 657,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>10 890,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>5 084,5</b>	<b>100,0%</b>	<b>5 806,3</b>	<b>100,0%</b>
Ressources d'emprunt	[3]	87,4		35,2		52,3		1 478,5		66,2		1 412,2	
Collecte	[4]	1 869,3		154,1		1 715,2		5 559,8		443,7		5 116,0	
Flux d'emploi et de ressources [4+3-2]	[5]	-1 387,6		1 498,1		110,5		-3 852,5		4 574,5		721,9	
Trésorerie calculée [5+1]	[6]					3 501,9						3 706,8	
Autres flux et décalages de trésorerie	[7]					-402,3						-607,1	
<b>Trésorerie globale finale [7+6]</b>	[8]					<b>3 099,7</b>						<b>3 099,7</b>	

Légende des couleurs :

- Flux financier positif
- Flux financier à l'équilibre
- Flux financier négatif

Source : ANCOLS (recueil provisoire exercice 2016, recueils définitifs exercices 2015 et 2014), UESL (comptes annuels 2016).

Le montant total des ressources globales PEC s'élève à 3 454,8 millions d'euros et se compose de la collecte nette pour un montant de 1 715,2 millions d'euros, les retours et cessions d'actifs pour 1 687,3 millions d'euros et les ressources d'emprunts nettes pour 52,3 millions d'euros. En 2016, les cessions d'actifs et remboursements de financements accordés représentent 48,8% des ressources globales, soit un peu moins que la collecte qui s'élève à 49,6% des ressources, le solde étant constitué par les ressources d'emprunt qui atteignent 1,5% (cf. Graphique 1, page 4).

La **collecte nette totale** PEC reçue correspond à l'ensemble des fonds reçus des employeurs sous forme de subventions et sous forme de prêts, sous déduction des remboursements faits aux employeurs des fonds antérieurement perçus sous forme de prêts. Ces fonds peuvent être reçus au titre de la PEEC, de la PSEEC ou de la PEAEC. Leur montant annuel global **progresses de 0,8% en 2016 pour atteindre 1 715,2 millions d'euros au cours du dernier exercice.**

La **trésorerie globale des associés collecteurs de l'UESL (Union des Entreprises et des Salariés pour le Logement)** se réduit de 8,6% par rapport à 2015 et s'élève à 3 099,7 millions d'euros en 2016. Quant à la **trésorerie globale nette de l'UESL et de ses associés collecteurs**, elle diminue de 18,1% entre 2015 et 2016 pour atteindre 1 384,5 millions d'euros. La baisse de la trésorerie est très marquée chez les CIL car elle passe de 1 246,5 à 975,5 millions d'euros en 2016, les CIL ayant puisé dans leur trésorerie au détriment de la mobilisation de l'emprunt CDC et étant données les appels de fonds relatifs aux avances versées à l'ANRU et à l'ANAH en fin d'exercice.

## Tableau 2 : Synthèse de la trésorerie de l'UESL et des CIL de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

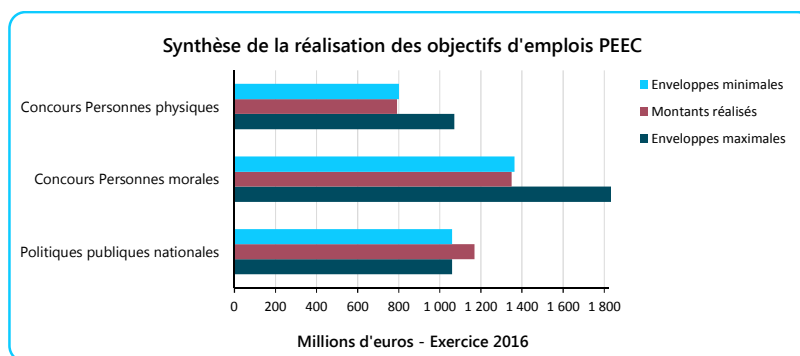
Rubriques	Exercice 2016				Exercice 2015			Variation 2016/2015	Exercice 2014
	UESL	CIL	TOTAL	%	UESL	CIL	TOTAL		
Valeurs Mobilières de Placement	139,13	785,07	924,20	29,8%	325,58	877,49	1 203,07		1 008,73
Disponibilités nettes	269,86	1 905,60	2 175,47	70,2%	118,86	2 069,48	2 188,34		2 138,33
<b>Trésorerie globale (A)</b>	<b>408,99</b>	<b>2 690,68</b>	<b>3 099,67</b>	<b>100,0%</b>	<b>444,44</b>	<b>2 946,97</b>	<b>3 391,41</b>	- 8,6%	<b>3 147,06</b>
Collecte totale PEEC		1 682,71	1 682,71	54,3%		1 670,68	1 670,68	+ 0,7%	1 668,85
Collecte totale PSEEC		9,62	9,62	0,3%		8,36	8,36		8,74
Collecte totale PEAE		22,88	22,88	0,7%		22,06	22,06	+ 3,7%	22,14
<b>Collecte totale (B)</b>		<b>1 715,21</b>	<b>1 715,21</b>	<b>55,3%</b>		<b>1 701,09</b>	<b>1 701,09</b>	+ 0,8%	<b>1 699,73</b>
<b>Trésorerie globale nette de la collecte (A-B)</b>	<b>408,99</b>	<b>975,47</b>	<b>1 384,46</b>	<b>44,7%</b>	<b>444,44</b>	<b>1 245,89</b>	<b>1 690,33</b>	- 18,1%	<b>1 447,32</b>

Source : ANCOLS (recueil provisoire exercice 2016, recueils définitifs exercices 2015 et 2014), UESL (comptes annuels 2016).

## 2 RESSOURCES ET EMPLOIS DE LA PEEC

Pour l'exercice 2016, le total des emplois PEEC atteint 3 309,8 millions d'euros. Par rapport aux objectifs d'emplois pour l'exercice 2016 (Graphique 1, ci-contre), on constate que les montants réalisés pour les concours aux personnes physiques (792,2 millions d'euros) et pour les concours aux personnes morales (1 348,6 millions d'euros) sont légèrement inférieurs aux enveloppes minimales prévues par la convention quinquennale 2015-2019.

Graphique 1 : Niveaux d'atteinte des objectifs d'emplois PEEC pour l'exercice 2016



Source : ANCOLS (recueil provisoire exercice 2016, recueils définitifs exercices 2015 et 2014), UESL (comptes annuels 2016).

Le financement des politiques publiques nationales (1 169,0 millions d'euros) est quant à lui supérieur à celui des niveaux attendus car des avances ont été versées sur 2016 au titre de l'exercice 2017 au bénéfice de l'ANRU pour 60 millions d'euros et de l'ANAH pour 50 millions d'euros, comme prévu par l'avenant à la convention quinquennale du 21 juillet 2016.

Les concours aux personnes morales connaissent une forte diminution de 16,4% par rapport à 2015 et s'élèvent à 1 348,6 millions d'euros en 2016. Ce montant observé en 2016 pour les emplois PEEC est légèrement inférieur de 14,6 millions d'euros à l'enveloppe minimale prévue par rapport à la convention quinquennale 2015-2019 et l'avenant à cette convention. Les emplois directs réalisés au bénéfice des personnes morales en 2016 sont dirigés vers le groupe Action Logement pour 48,7% (27,2% en prêts, 19,7% en souscriptions de titres et 1,8% en subventions) et hors groupe Action Logement pour 51,3% (48,5% en prêts, 2,7% en subventions et 0,2% en souscriptions de titres).

Les concours aux personnes physiques diminuent de 8,0% par rapport à 2015 et s'élèvent à 792,2 millions d'euros en 2016. Ce montant observé est proche du montant des enveloppes minimales fixées par la convention quinquennale. Sur la base des données provisoires, 477,2 millions d'euros de prêts accession ont été accordés en 2016 et 84,7 millions d'euros de prêts travaux, soit un total de 561,8 millions d'euros. Ce montant correspond à 70,9% des concours accordés aux personnes physiques en 2016. Les prêts locatifs

représentent 13,4% du total des emplois destinés aux personnes physiques en 2016 et correspondent aux financements LOCA-PASS, avances et mises en jeu des garanties de loyer. Ils s'élèvent en 2016 à 106,5 millions d'euros, soit un montant inférieur de 4,4% à celui de 111,4 millions d'euros observé en 2015. Les subventions directes accordées aux personnes physiques sont quasi exclusivement des concours MOBILI-PASS et MOBILI-JEUNE. Les montants observés augmentent de 0,5% entre 2015 et 2016 pour s'établir à 83,1 millions d'euros, soit 10,5% du total des emplois. Le financement GURL-VISALE-APAGL s'élève à 5,7 millions d'euros au titre de l'exercice 2016 en données provisoires, soit 76,5% de moins qu'en 2015, malgré le dispositif VISALE mis en place en janvier 2016. Il représente 0,7% des emplois au profit des personnes physiques.

Les politiques publiques nationales correspondent aux financements de l'ANRU, du FNAL, de l'ANAH ainsi que des ANIL et ADIL. Selon les données transmises par l'UESL, ces financements s'élèvent à 1 169,0 millions d'euros en 2016, soit un montant plus faible que celui observé pour 2015. Action Logement finance en 2016 la rénovation urbaine pour 910 millions d'euros dont 60 millions d'euros d'avance (contre 850 millions d'euros en 2015), le FNAL pour 100 millions d'euros contre 300 millions d'euros en 2015 et l'ANAH pour 150 millions d'euros dont 50 millions d'euros d'avance pour l'exercice 2017.

L'analyse qui ressort de la vision synoptique des flux financiers nets observés pour l'ensemble des fonds (cf. Tableau 1, page 3) peut être transposée au niveau de la PEEC (cf. Tableau 3 ci-après).

**Tableau 3 : Vision synoptique des flux financiers nets observés au titre de la PEEC**

Données en millions d'euros

	Exercice 2016						Cumul 2014 - 2016					
	Nouvelles interventions		Retours et remboursements		Emplois nets		Nouvelles interventions		Retours et remboursements		Emplois nets	
Groupe Action Logement	656,9	19,8%	245,2	15,0%	411,7	24,5%	2 212,7	20,5%	611,5	12,5%	1 601,3	27,2%
Hors groupe Action Logement	691,8	20,9%	477,2	29,2%	214,6	12,8%	2 314,9	21,5%	1 406,2	28,7%	908,7	15,4%
<b>Total Personnes Morales</b>	<b>1 348,6</b>	<b>40,7%</b>	<b>722,4</b>	<b>44,3%</b>	<b>626,2</b>	<b>37,3%</b>	<b>4 527,6</b>	<b>42,0%</b>	<b>2 083,4</b>	<b>42,5%</b>	<b>2 444,2</b>	<b>41,6%</b>
Prêts	669,3	20,2%	910,1	55,7%	-240,8	-14,4%	2 220,4	20,6%	2 815,6	57,5%	-595,2	-10,1%
Subventions	122,8	3,7%			122,8	7,3%	445,5	4,1%			445,5	7,6%
<b>Total Personnes Physiques</b>	<b>792,2</b>	<b>23,9%</b>	<b>910,1</b>	<b>55,7%</b>	<b>-117,9</b>	<b>-7,0%</b>	<b>2 665,9</b>	<b>24,7%</b>	<b>2 815,6</b>	<b>57,5%</b>	<b>-149,7</b>	<b>-2,5%</b>
<b>Total Politiques Publiques Nationales</b>	<b>1 169,0</b>	<b>35,3%</b>			<b>1 169,0</b>	<b>69,7%</b>	<b>3 587,0</b>	<b>33,3%</b>			<b>3 587,0</b>	<b>61,0%</b>
<b>Total lié aux interventions</b>	<b>3 309,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 632,5</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 677,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>10 780,5</b>	<b>100,0%</b>	<b>4 899,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>5 881,5</b>	<b>100,0%</b>
Ressources d'emprunt	87,4		35,2		52,3		1 478,5		66,2		1 412,2	
Collecte	1 833,1		150,3		1 682,7		5 455,8		433,6		5 022,2	
<b>Flux d'emplois et de ressources [3+2-1]</b>	<b>-1 389,3</b>		<b>1 447,0</b>		<b>57,6</b>		<b>-3 846,2</b>		<b>4 399,2</b>		<b>553,0</b>	

Légende des couleurs :

- Flux financier positif
- Flux financier à l'équilibre
- Flux financier négatif

Source : ANCOLS (recueil provisoire exercice 2016, recueils définitifs exercices 2015 et 2014), UESL (comptes annuels 2016).